



**HAL**  
open science

**Éric Doidy, Julian Mischi, Nicolas Renahy (dir.),  
Mondes ruraux. Politix, revue des sciences sociales du  
politique, n° 83, septembre 2008, 284 p.**

Xabier Itçaina

► **To cite this version:**

Xabier Itçaina. Éric Doidy, Julian Mischi, Nicolas Renahy (dir.), Mondes ruraux. Politix, revue des sciences sociales du politique, n° 83, septembre 2008, 284 p.. Histoire & sociétés rurales, 2009, 31 (1), pp.273-279. 10.3917/hsr.031.0195 . halshs-00512596

**HAL Id: halshs-00512596**

**<https://shs.hal.science/halshs-00512596v1>**

Submitted on 10 May 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Éric Doidy, Julian Mischi et Nicolas Renahy (dir.), *Mondes ruraux. Politix, revue des sciences sociales du politique*, n°83, septembre 2008, 248 p.

La dernière livraison de la revue *Politix* témoigne du regain d'intérêt des politistes pour des mondes ruraux qui ne se réduisent pas au seul secteur agricole, ni à l'étude de supposés archaïsmes. La ruralité n'est pas perçue ici comme un espace clos, la multiplicité des espaces transitionnels périurbains en témoigne. Tous ancrés dans la sociologie politique, les travaux présentés ici doivent être lus en ayant à l'esprit le renouveau interdisciplinaire des études rurales (les contributions réunies dans : Julian Mischi, Annie Antoine (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, PUR, 2008, témoignent de ce dialogue interdisciplinaire). Nous nous proposons ici de revenir d'abord sur l'économie de ce numéro de *Politix*, avant de retirer quelques enseignements transversaux de cette lecture et d'en suggérer d'éventuels prolongements.

Julian Mischi et Nicolas Renahy soulignent dans leur article introductif que, comme l'anthropologie et la sociologie, la science politique a eu tendance à négliger les terrains d'études ruraux au profit d'interrogations sur des phénomènes sociaux implicitement situés en milieu urbain. Réintroduire un rural élargi permet d'embrasser l'ensemble de la complexité des dynamiques territoriales. Ne pas restreindre le rural à l'agricole ne signifie pas que l'on doive renoncer à une sociologie des agriculteurs, mais qu'elle est fructueuse à la condition d'effectuer une analyse fine de la différenciation interne au groupe des exploitants, partagé syndicalement et professionnellement (les travaux d'Ivan Bruneau, de François Purseigle, de Serge Cordelier ou de Jean-Philippe Martin ont ouvert de nouvelles pistes en ce sens). Au-delà du secteur agricole, c'est à une réflexion sur l'usage du rural par le personnel politique, par les fabricants des politiques publiques, par les militants ou par les résidents qu'invitent les coordonnateurs de ce numéro. La tâche est immense et le terrain peu balisé, si ce n'est par un point d'accroche minimal, celui de l'interconnaissance qui caractérise les pratiques politiques en milieu rural. C'est bien aux effets de cette interconnaissance que s'attachent les contributions réunies ici, qu'elles soulignent ou qu'elles relativisent les singularités du rural, ou bien qu'elles se penchent sur le renouvellement des formes de mobilisation et d'encadrement des populations rurales.

Une première série de trois études de cas se penche sur la sociologie électorale et celle des élites locales. Jean Rivière s'interroge sur les transformations des comportements électoraux dans une commune rurale en cours de périurbanisation. À partir d'une approche de géographie électorale, l'article revient sur les débats autour des modèles explicatifs du vote et sur la singularité supposée du vote périurbain. L'hypothèse centrale est que « les positions et les trajectoires sociales des habitants d'un lieu continuent de jouer le premier rôle dans la structuration de leurs représentations des modes sociaux, et dans la compréhension des pratiques électorales localisées qui en découlent » (p. 25). Cette hypothèse est confrontée à l'aide de matériaux collectés dans une aire urbaine moyenne (région de Caen) selon différentes approches méthodologiques (données agrégées et individuelles, enquête sortie des urnes). Se focalisant sur une commune, l'auteur y voit « l'idéal-type de la commune rurale de l'Ouest français où la droite a longtemps dominé, et où l'arrivée de jeunes ménages sous l'effet de la périurbanisation entraîne une montée progressive de la gauche lors des scrutins de portée

nationale » (p. 47). L'analyse écologique des données agrégées montre par ailleurs que les comportements électoraux aux présidentielles de 2007 dans l'aire urbaine demeurent en relation étroite avec la « mosaïque sociologique » que forment les communes périurbaines. Parallèlement, le rôle des variables lourdes de la sociologie électorale se confirme localement avec l'analyse des données individuelles (pratique religieuse, revenus du ménage, catégorie socio-professionnelle).

La contribution de Violaine Girard prolonge la réflexion sur la structuration du champ politique local, en analysant la trajectoire d'un maire rural face à un professionnel de la politique sur la scène intercommunale. Les rapports de coopération et de concurrence entre deux élus locaux sont analysés au travers du cas d'une commune ayant bénéficié d'une fiscalité avantageuse grâce à l'implantation de l'industrie nucléaire. L'article revient sur la façon dont s'exercent des formes renouvelées d'encadrement politique. L'implantation d'un pôle industriel de grande envergure entraîne la création d'instances dont les compétences et la représentation dépassent le strict cadre communal. Le changement de règles institutionnelles modifie les stratégies des acteurs locaux : comment accéder aux nouveaux mandats et aux ressources associées au pouvoir intercommunal ? Une enquête minutieuse permet de souligner à la fois les conditions de l'ascension politique d'un maire bénéficiant du développement industriel de sa commune, mais aussi l'arrêt de cette trajectoire en raison de l'absence de ressources pour accéder à une reconnaissance dans un espace politique élargi. La stratégie de « notabilisation » du maire, pourtant potentiellement porteur d'une « éligibilité » intercommunale, achoppe sur sa dépendance à l'égard d'un grand élu local.

La perspective historique et anthropologique est plus marquée encore dans la contribution de Nicolas Renahy, qui étudie le destin d'une lignée patronale dans une mairie (Lacanche, près de Chalon-sur-Saône) sur la longue durée (1850-1970). Longtemps symbole d'une double domination politique et économique, la lignée familiale n'abandonnera, dans un même mouvement, la mairie et l'entreprise qu'au début des années 1970, sous l'effet des concentrations industrielles et de la financiarisation économique. La notion de paternalisme permet à N. Renahy d'analyser comment des patrons de l'industrie élus maires de père en fils sur une liste unique ont pu cumuler pouvoir économique et politique sur la longue durée. Mais c'est autant le changement que la permanence qu'analyse cet article, en montrant comment le patronat se modifie en fonction des mouvements industriels et financiers nationaux, et comment à l'échelle politique, l'émergence dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle de contre-pouvoirs puis d'une professionnalisation des petits élus, transforme profondément les conditions d'exercice du pouvoir au (ou sur le) village. Dans une démarche anthropologique, l'auteur analyse également le rôle du jeu de pouvoir entre parentèles, voire l'influence des stratégies matrimoniales sur l'implantation durable, puis l'entrée en crise de ce double paternalisme économique et politique.

Les trois contributions suivantes déplacent le regard de la sphère élective vers les dynamiques militantes. Julian Mischi, au travers des militants ouvriers de la chasse, entend se positionner contre une interprétation ethnocentrique réduisant la contestation des chasseurs à une simple réaction idéologique d'ordre nationaliste ou localiste. L'opposition aux directives européennes en milieu rural n'est pas dissociable de la transformation des sociabilités qu'elles engendrent. Les règlements européens favorisent le développement de nouveaux usages

récréatifs des territoires ruraux, au détriment des activités propres aux classes populaires comme la chasse ou la pêche. L'enquête empirique est menée dans le marais de Grande Brière Mottière (Loire-Atlantique) dont les habitants sont essentiellement des salariés de l'industrie navale et aéronautique de Saint-Nazaire. Cette singularité d'une population formée de ruraux « ouvriérisés » et d'ouvriers « empaysannés », joue pleinement dans l'émergence de la mobilisation des chasseurs. La chasse fait l'objet de mobilisations concurrentes au terme d'une histoire complexe de l'endossement politique de cette cause. Comme dans d'autres bassins industriels du Nord ou du Sud-Ouest de la France, les chasseurs du marais de Brière soutiennent longtemps les formations de gauche et notamment le Parti communiste français (PCF), qui intègre la chasse dans un argumentaire en faveur d'un « tourisme populaire » opposé au « tourisme de classe ». Les revirements de la fin des années 1990, et notamment le rapprochement entre communistes et écologistes dans la coalition gouvernementale favoriseront la récupération du discours protestataire des chasseurs par le mouvement Chasse, pêche, nature, tradition (CPNT) à partir de 1989. Analysant les ressorts de la mobilisation des chasseurs – et leurs divisions locales –, J. Mischi montre comment le savoir-faire militant des chasseurs repose en partie sur le transfert de compétences acquises à l'usine, auxquelles s'ajoute un registre ruraliste d'opposition à la ville. Le rapport au politique qui se dessine ainsi est de moins en moins encadré par les structures classiques, type syndicat ou parti politique. Il ouvre, de ce fait, la voie à des formes non conventionnelles de protestation, fondées sur la participation directe et un dénigrement de la représentation, pouvant aller jusqu'à une violence que le CPNT s'emploie à canaliser au profit de l'action politique conventionnelle. L'exemple des chasseurs montre qu'au-delà de la fragilisation des organisations représentatives des classes populaires, une conflictualité se renouvelle autour de nouveaux enjeux. J. Mischi entend lutter ainsi contre l'invisibilité des classes populaires dans les sciences sociales, y compris dans les travaux récents de sociologie des mobilisations.

Le déplacement de perspective est plus radical encore dans la contribution de Christelle Gramaglia, qui se penche sur la mobilisation d'une association environnementale (ANPER-TOS) contre les pollutions aquatiques, notamment au travers de controverses ou d'« affaires », au sens où Élisabeth Claverie utilise ce terme, comme l'installation d'une porcherie industrielle. De façon plus générale, l'article entend réfléchir à la façon dont les pratiques militantes et les controverses environnementales invitent à repenser les savoirs sur les mondes ruraux, pour prendre en considération non seulement les interactions entre les humains, mais également les interactions entre tous les autres êtres. La notion de « porte-parole » est particulièrement déconstruite ici à l'aide de la sociologie des sciences. C. Gramaglia montre comment l'association ANPER-TOS, un groupement de pêcheurs à la mouche et de juristes, devient le porte-parole de toutes les espèces piscicoles et des masses d'eau en tant qu'assemblages d'être hétérogènes. Le recours au droit a même permis d'appliquer la qualification de victimes à des non-humains, qui trouvent là des porte-paroles mobilisés. « Faute de mieux », conclut C. Gramaglia, « c'est par les affaires que les non-humains sont rendus capables d'objecter aux traitements qu'on leur réserve et accèdent à l'existence politique » (p. 153), rappelant ainsi l'utilité de la sociologie des controverses pour saisir la portée des mobilisations sociales.

Si le rural, enfin, ne se réduit pas au secteur agricole, il ne s'agit pas de l'exclure de l'analyse, ne serait-ce que parce que, d'un point de vue politique, les agriculteurs, qui ne

représentent que 1,1 % de la population française des plus de quinze ans en 2007 sont fortement surreprésentés parmi les élus locaux. Les contributions d'Éric Doidy et d'Antoine Roger évoquent les « mondes paysans » à partir de deux entrées distinctes. Éric Doidy rejoint les articles consacrés au militantisme en proposant une typologie des conceptions de l'engagement chez les éleveurs jurassiens. Les récits de trajectoires montrent comment l'engagement dans le proche fait l'objet d'une multiplicité de discours justificatifs chez des acteurs confrontés à la difficulté d'exprimer leurs formes d'attachement en évitant de verser dans le fondamentalisme agrarien. Cette volonté d'échapper au biais réactionnaire conditionne la venue au politique et la façon dont les acteurs cultivent leur enracinement. Après avoir retracé la genèse d'une mobilisation d'éleveurs sur ce territoire, notamment sous la forme d'un mouvement de défense de la race bovine montbéliarde, É. Doidy se penche sur les héritiers de cette tradition qui souhaitent s'engager, mais en se distanciant vis-à-vis des formes de politisation dominantes. Les liens entre les registres du proche et celui de l'engagement public s'articulent en trois « topiques ». La topique de l'identité, marquée par la mémoire des mobilisations offre des ressources pour prévenir une politisation excessive, jugée comme illégitime. Celle du ressentiment est illustrée par l'itinéraire d'une adhérente à la Coordination rurale, exprimant une vision libérale de l'agriculture mais opposée au « système » institutionnel qui régit la profession. La topique du soin (au sens du *care* anglo-saxon) enfin, entend prévenir contre le risque de délitement du lien social, valorise l'héritage coopératif local, et est porté ici par une sensibilité proche de la Confédération paysanne. La restitution de ces récits « lestés d'attachement » permet ainsi de mettre en évidence des formes de critique publique qui ne renoncent pas à l'engagement avec le proche mais qui tient le cadre réactionnaire à distance.

La contribution d'Antoine Roger réintroduit une dimension manquante, celle des politiques publiques sectorielles, articulée ici à une sociologie des pratiques artisanes. À travers l'exemple de la Roumanie, pays de l'Union européenne (UE) comptant la plus grande proportion d'agriculteurs, A. Roger s'interroge sur l'absence paradoxale, dans les campagnes roumaines, de protestation contre une politique de la Commission européenne orientée vers la réduction drastique du nombre d'agriculteurs, touchant en particulier les exploitations les plus modestes par une politique de subventions sélectives. Rejetant d'emblée la thèse, appliquée notamment en Galice, de la connaissance limitée des procédures européennes et d'une perception uniquement nationale de leurs difficultés par les agriculteurs, Antoine Roger souligne que la bonne démarche ne consiste pas tant à mesurer la visibilité des pressions exercées par l'UE, mais plutôt d'étudier les modalités selon lesquelles les difficultés des paysans peuvent faire l'objet d'une prise en charge politique. Celle-ci, en l'occurrence, est ici le fait du parti politique le mieux implanté dans les campagnes roumaines, le Parti social démocrate (PSD), dominant dans le *judet* (département) de Vrancea, où l'agriculture est dominée par une petite paysannerie parcellaire et la viticulture, cible prioritaire des politiques européennes de restructuration. Les petits paysans de Vrancea sont visés par la politique agraire élaborée sous le monitorat de l'UE, mais pas plus qu'une autre formation, le PSD ne s'engage dans une dénonciation explicite de cette politique. Lorsque le PSD est aux affaires, il joue plutôt sur un double tableau, en permettant à ses représentants de se poser en protecteurs de la petite agriculture et s'attacher ainsi la loyauté d'électeurs ruraux tout en organisant officieusement le contournement des normes européennes grâce à une mainmise sur l'appareil administratif. Se

dessine ainsi une forme singulière de prise en charge politique, où la gestion pratique des difficultés rencontrées par les petits paysans se substitue à une remise en cause explicite des politiques européennes qui en sont à l'origine. La libre interprétation des critères d'accès aux subventions et de la réglementation sanitaire et environnementale permet au PSD d'accorder des passe-droits, présentés comme des mesures de justice sociale à l'égard des petits paysans, et non pas comme des services individualisés. Afin de maintenir ce dispositif, les barons locaux du PSD doivent s'affirmer au sein de l'appareil partisan, tout en bridant leur propos en évitant d'incriminer ouvertement l'UE.

Au final, l'ensemble constitué par ces huit contributions présente un quadruple intérêt et suggère plusieurs prolongements. D'une part, comme le soulignent les coordonnateurs, ces contributions témoignent de la réactualisation des travaux de science politique sur l'objet rural qui se prête bien aussi bien à la sociologie électorale, à l'analyse des partis politiques, à la sociographie des élites, à une sociologie du militantisme voire à l'analyse des politiques publiques. Cette dernière direction de recherche est sans doute la moins fréquentée ici, à l'exception de l'article sur la Roumanie, encore que la politique agricole européenne soit davantage traitée ici sous l'angle de sa réception locale et de son instrumentalisation partisane que sur son contenu à proprement parler. Le deuxième intérêt de ce volume provient de ce que bon nombre d'études de cas mobilisées se saisissent de territoires à la fois ruraux et industrialisés, ou d'espaces ruraux investis par des ouvriers, ou de territoires périurbains où la fonction résidentielle l'emporte sur les fonctions productives. C'est bien là la réalité contemporaine d'une hybridation des références territoriales qui est traduite, la vacuité de l'opposition radicale ville-campagne, et la forte porosité des échelles d'appartenance (Voir le dossier que la revue *Géographie, économie, société* a consacré aux « conflits d'usages et dynamiques spatiales », vol. 9, 2007/2). Enfin, le troisième apport de ces travaux est d'ordre méthodologique. Plusieurs des contributeurs se rejoignent sur un recours à l'enquête sociographique et ethnographique : observation fine des processus, restitution de trajectoires, insertion des itinéraires biographiques dans la construction de la politisation et des dispositifs d'action collective. Se dégage une intention commune, celle de faire parler le réel au travers d'une approche compréhensive avec une large part laissée aux récits des acteurs. Cette approche se complète d'un recours constant à l'Histoire, qu'il s'agisse de la généalogie des lignées familiales, de la genèse des mobilisations ou de l'usage mémoriel du passé (la chasse « populaire et traditionnelle » comme un droit acquis lors la Révolution française pour les communistes). Enfin, sur un plan plus théorique, plusieurs de ces contributions s'inscrivent dans les controverses propres à la sociologie politique, en insistant notamment, sans doute à rebours d'un certain constructivisme désincarné, sur la persistance des phénomènes de domination sociale dans les territoires étudiés.

Les contributions réunies ici pourraient être prolongées par trois pistes de recherche. La première, nous l'avons dit, concerne l'analyse des politiques publiques, qu'il s'agisse de l'influence des politiques sectorielles de l'UE, déterminantes sur des secteurs comme l'agriculture ou la pêche, ou sur les nouvelles politiques d'aménagement du territoire, et notamment sur l'émergence des « pays », qui viennent interroger à la fois les registres d'action publique sur les territoires et la recomposition des identités locales. Une deuxième piste pourrait concerner la transformation des usages et des perceptions des formes participatives de

l'économie rurale, et en particulier de l'économie coopérative. Plusieurs des contributions mentionnent au passage cette forme à la fois entrepreneuriale et associative à fort ancrage territorial, et qui a pu historiquement faire l'objet d'usages sociopolitiques extrêmement divers, voire antinomiques : coopératives patronales venant renforcer un édifice paternaliste à Lacanche ; coopérative portant un projet de porcherie provoquant l'ire des environnementalistes ; tradition coopérative localisée des fruitières dans la Franche-Comté pouvant soutenir une topique contemporaine de l'engagement (*cf.* les travaux sur la part des fruitières dans la mémoire sociale locale, notamment : C. Guinchard, A. Goutas, J.-M. Bessette, *L'économie sociale et solidaire dans le cadre du Rhin sud et de Besançon. Des tactiques ponctuelles aux stratégies de développement*, ISSM Institut supérieur social de Mulhouse) ; coopératives, enfin, associées à la collectivisation sous le régime communiste roumain, discréditées lors de la décollectivisation, puis connaissant une timide relance sous le nouveau régime. Une telle entrée statutaire permettrait une approche transversale venant utilement réinterroger chacun des terrains. Elle induirait, pour le politiste, un renforcement du dialogue avec la sociologie économique, et singulièrement avec les économistes de la proximité, porteurs d'une réflexion innovante sur les dynamiques territoriales (Entre autres, B. Pecqueur, J.-B. Zimmerman, *Économies de proximité*, Paris, Hermès, 2004). Enfin, l'on ne peut s'empêcher à la lecture de ces monographies de souhaiter davantage de travaux sur le rôle des sociabilités qui, pour le coup, continuent de singulariser le rural en reposant sur l'interconnaissance. Largement exploitée dans l'ouvrage collectif dirigé par A. Antoine et J. Mischi, cette piste mériterait d'être systématiquement creusée en revenant notamment aux intuitions et aux méthodes de Maurice Agulhon ou d'Emmanuel Le Roy Ladurie. Ces pistes ne constituent que des suggestions surgies de la lecture attentive d'un volume qui constituera, à n'en pas douter, un apport difficilement contournable au renouveau des approches politologiques des mutations et permanences des mondes ruraux.

Xabier Itçaina